Note britannique pour le rapport économique et social (Printemps 1948)

Légende: Au printemps 1948, à l'occasion des travaux préparatoires pour le congrès de l'Europe à La Haye, l'économiste et industriel britannique Paul Chambers, rédige un avant-projet dans lequel il pointe les priorités et les modalités d'une future union économique européenne.

Source: Archives historiques de l'Union européenne, Florence, Villa Il Poggiolo. Dépôts, DEP. Walter Lipgens. WL 176.

Copyright: Tous droits réservés

URL: http://www.cvce.eu/obj/note_britannique_pour_le_rapport_economique_et_social_printemps_1948-fr-c4982899-3e62-40c3-839e-e63b8ba0de09.html

Date de dernière mise à jour: 06/09/2012

Commission économique
Travaux préparatoires pour le congrès de La Haye

Avant-projet britannique préparé pour le Rapport économique et social par M. Paul Chambers

1. En matière économique il y a des possibilités extraordinaires pour une Europe unie, et aujourd'hui des circonstances exceptionnelles font d'une Europe unie non seulement une nécessité vitale mais aussi une suggestion réalisable.

2. La fin de la Deuxième Guerre mondiale a apporté aux nations libérées de l'Europe un grand espoir de reconstitution mais, après une courte période de redressement, ces pays se sont trouvés face à face avec la triste vérité que la guerre les avait affaiblies bien plus qu'elles n'avaient supposé; elles sont incapables d'exporter assez pour payer les importations essentielles de nourriture et de matières premières. Leurs industries dévastées nécessitent la reconstruction et le rééquipement, mais elles demandent bien plus encore; constituées pour des petits marchés nationaux il faut qu'elles soient rétablies à une échelle analogue à celle de l'hémisphère occidental. Avant la guerre, l'Europe de l'Ouest déclinait à cause de l'excessive fragmentation de son économie et la guerre n'a fait que rendre terriblement urgente la solution d'un problème qui tôt ou tard aurait occupé la première place.

3. L' « aide Marshall » ne peut donner qu'un répit pendant que les seize pays intéressés se mettent au travail en vue de leur propre salut. Ce salut se trouve dans une seule direction: celle de l'union économique. L'union économique est bien plus qu'une simple coopération économique. Il ne faut pas s'attendre à ce que les seize abandonnent leurs droits de souveraineté fondamentaux; mais leur vieille civilisation ne peut se développer librement que si elle délègue volontairement à un organisme européen permanent les pouvoirs qui leur permettront ensemble de briser les barrières au commerce intra-européen et d'assurer le développement de leurs industries sur une base continentale et non plus petitement nationale.

4. L'Allemagne de l'Ouest doit être incluse, il faut donner au peuple allemand l'espoir de jouer son rôle dans ce renouveau.

5. Une économie occidentale européenne solide nécessite non seulement la suppression d'entraves au commerce telles que les restrictions de change et les contingentements mais aussi la reconception de ses industries fondamentales sur la base de la coopération sans tenir compte des frontières nationales. Un plan de l'énergie pour l'Europe occidentale et un plan sidérurgique pour l'Europe occidentale doivent être établis d'urgence et servir de fondement à toute vie économique.

6. La Grande-Bretagne a un rôle important à jouer comme membre de l'union européenne; elle a un autre rôle comme membre du Commonwealth britannique. Il n'y a pas à cela incompatibilité. Le Commonwealth et l'union de l'Europe occidentale ont des besoins complémentaires, et dans la coopération entre le Commonwealth et l'union, la Grande-Bretagne serait une charnière essentielle.

7. Les États-Unis, comme bienfaiteurs des pays qui recevront son aide en vertu de l'ERP, a un intérêt direct à l'établissement d'une union européenne puissante, susceptible d'assurer sa vie en produisant des marchandises pour payer ces importations. Les États-Unis et les pays de l'Ouest européen sont déjà liés par des obligations internationales et loin que l'union européenne affecte ces liens internationaux, tout permet d'espérer qu'elle les renforcera en permettant aux contrées de l'Ouest européen de remplir leurs obligations.

8. Si la nécessité de l'union économique est pressante, les conditions de sa réalisation sont tout à fait exceptionnelles. Jamais encore les avantages d'une action commune en matière économique n'avaient été si évidents en Europe, et jamais encore les circonstances n'avaient été, aussi favorables qu'aujourd'hui. La seule alternative étant la chute catastrophique et permanente de nos standards de vie. Toute demi-mesure qui butterait sur une ou deux difficultés immédiates provoquerait un désastre.

9. L'appui des travailleurs dans tous les pays intéressés est nécessaire pour ce grand changement dans notre

organisation économique et industrielle aussi bien que pour l'avenir politique, les aspects sociaux du problème sont donc importants. Seule une Europe unie peut apporter l'espérance de standards de vie plus élevés et de conditions sociales meilleures.

10. L'union démarrera avec les seize pays compris dans l'ERP, mais tout autre pays européen où existeraient les libertés politiques considérées comme fondamentales par les pays occidentaux pourrait être invité à se joindre à eux.

11. L'action immédiatement nécessaire est l'établissement d'un Conseil économique européen dont la première tache serait d'examiner les problèmes économiques urgents concernant l’ensemble de l'Europe occidentale. Le Conseil serait composé de personnalités ayant une autorité semblable à celle des ministres en exercice, avec un secrétariat permanent, et siégerait en permanence.

12. Les problèmes qui requièrent l'attention immédiate du Conseil économique européen ou d’organismes subordonnés qu'il aurait créés sont la coordination de l'aide Marshall, un accord monétaire multilatéral, la suppression des restrictions de change entre les pays participants, la suppression des contingentements fondés sur le manque de devises et le reclassement de certaines branches de l'industrie lourde précédemment concentrées dans la Ruhr.

Tout aussi importants, quoique moins urgents, sont les problèmes de la libre circulation des capitaux (afin que les investissements puissent se faire partout au sein de l'union), la planification à long terme des autres industries lourdes, la coopération en matière de développement du capital, les déplacements de la main-d'œuvre, la politique tarifaire, la coordination des politiques budgétaire et de crédit en vue d'assurer le plein emploi, l'élimination de la double taxation fiscale.